

Gérer la crise à court terme et la dette à long terme

Le Soir - Benoît July – 14/06/22

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/448432/article/2022-06-14/gerer-la-crise-court-terme-et-la-dette-long-terme>

Anticipant un ralentissement de la croissance, sur fond de guerre en Ukraine et d'inflation, entre autres, l'OCDE invite la Belgique à maintenir ses finances publiques sur les rails afin de pouvoir financer les investissements et dépenses à venir. Il ne reste plus qu'à relever le défi...

C'est le constat d'une quadrature du cercle que dresse l'OCDE vis-à-vis de la situation économique de la Belgique. Si celle-ci est certes parvenue, grâce aux soutiens publics massifs, à contrer les conséquences de la pandémie, enregistrant un net rebond du PIB de 6,2 % en 2021, elle n'en est pas moins exposée, désormais, aux conséquences de la guerre en Ukraine, de l'inflation, et du ralentissement de la croissance économique (anticipée à 2,4 % en 2022 et 1 % en 2023).

Soit autant d'urgences qui vont encore imposer des mesures à court terme, pour continuer à soutenir le pouvoir d'achat notamment, sans pour autant, espère-t-on, obérer le long terme.

Car le long terme déploie ses propres exigences. Parmi celles-ci, selon le regard de l'OCDE, figure l'obligation de préserver la compétitivité des entreprises en dépit de l'indexation automatique des salaires. Figure aussi le financement des enjeux liés, entre autres, à la relance, à la transition climatique et au vieillissement de la population, alors que la dette, plombée par les conséquences de la pandémie, atteint déjà 108,4 % du PIB.

Des dépenses publiques parmi les plus élevées de tous les pays de l'OCDE

Afin d'augmenter le taux d'emploi, dont l'objectif est pour rappel fixé à 80 % à l'horizon 2030, l'OCDE préconise non seulement un renforcement de la lutte contre les inégalités, mais aussi une réforme fiscale visant à continuer à amoindrir le coût salarial, en particulier pour les bas salaires, sans pour autant pénaliser les recettes. « Dans le cadre des réformes prévues, il faudrait envisager d'introduire un barème d'imposition progressif pour toutes les formes de revenus du capital », commente l'organisme.

À lire aussi [L'OCDE dresse le portrait d'une Belgique inégalitaire](#)

Enfin, l'OCDE continue d'appuyer sur un sujet qui lui tient à cœur : l'efficience des dépenses publiques. « Une stratégie d'assainissement budgétaire à moyen terme, fondée sur des examens des dépenses, devrait être mise en œuvre pour commencer à réduire les dépenses publiques et le ratio dette/PIB », assure-t-elle. « Les dépenses publiques, qui représentaient environ 55 % du PIB en 2021, sont parmi les plus élevées de tous les pays de l'OCDE et il est possible d'améliorer l'efficience des dépenses dans certains domaines. »